

Jose Alberto Toronjo-Benitez



Je travaille dans les institutions européennes depuis 1997. En ce moment, je suis Chef de la Section Finance et Contrats au sein de la Délégation de l'UE au Mozambique.

Je suis candidat à ces élections parce que je pense qu'aujourd'hui, plus que jamais, nous devons nous battre et mettre au centre une action syndicale qui doit se concentrer sur deux volets:

- la défense de la fonction publique européenne que l'on attaque, ce qui s'accompagne de dévalorisation de notre travail en général (medias, certain états membres etc...)
- la prise en compte des spécificités du travail et des conditions de vie des collègues en Délégation.

Au cours de toutes ces années, j'ai vu comment les attaques contre la fonction publique européenne n'ont fait qu'augmenter. Notre image de marque vis-à-vis l'extérieur n'a fait que se détériorer.

Dans ce temps d'euroessimisme, je pense que nous ont manqué d'un côté des politiques visionnaires et de l'autre une hiérarchie forte, qui explique à haute voix au peuple européen ce que nous faisons et quelle est la valeur ajoutée pour l'Europe d'une fonction publique motivée et de qualité.

Avoir une hiérarchie forte, est seulement possible s'il existe une représentation du personnel à la hauteur, des interlocuteurs capables d'identifier ce qui ne va pas et de faire des propositions claires pour améliorer.

Avoir une fonction publique motivée et bien traitée est non seulement un atout mais aussi la garantie qui nous permettrait d'être perçu par le contribuable européen comme un élément déterminant dans la sortie de crise économique.

Après 4 ans en Délégation, j'ai pu voir comment le personnel en Délégation (sans distinction de catégories) fait face à des conditions de travail particulièrement difficiles. Et Bruxelles est loin, non seulement physiquement mais surtout dans l'esprit.

J'ai l'impression que la perception de notre travail et les particularités des problèmes auxquels nous faisons face ne sont pas toujours compris, même par d'autres collègues au siège.

Si je suis élu, mon premier objectif serait de faire comprendre à l'administration qu'il y a une grande marge d'amélioration dans les procédures de prise de décisions qui nous affectent tous les jours. Aussi, que l'administration doit prendre au sérieux les aspirations du personnel en Délégation, telles que le droit à un plan de carrière, avec des perspectives claires.

Nous voulons participer dans les procédures de prise de décision administratives qui, étant donné nos spécificités, nous affectent non seulement dans notre vie professionnelle mais aussi

dans notre vie privée. Ainsi, l'administration doit associer de manière sérieuse le personnel dans les procédures administratives de rotation, prendre en compte les aspirations de carrière du personnel sans favoritisme et mettre en place une véritable rotation pour les agents contractuels.

Je pense que l'administration doit aussi mettre en place une véritable politique de réunification familiale des agents en Délégation. Des solutions ad hoc et fragmentées comme celles qui existent aujourd'hui ne forment pas une véritable politique.

Si vous partagez avec moi ces soucis, je vous demande votre vote. La voix et l'action de l'Europe dans ce monde globalisé ne peut être entendue que si cette voix est portée par une fonction publique forte.